

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse und Info.

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 47/87 v e r t r a u l i c h

Entretiens à Berne avec Vice-Premier Ministre éthiopien (10.11.87)

Délégation éthiopienne, menée par Vice-P.M. Tesfaye Dinka (D), a fait visite de courtoisie au Président Aubert, le 10 novembre.

Entretiens séparés ont eu lieu, d'autre part, avec SE Brunner et Ambassadeurs Fritz Staehelin et Alfred Ruegg. Thèmes abordés:

1. D. a présenté changements constitutionnels récents en Ethiopie, soit passage d'un gouvernement militaire à un pouvoir civil (nouvelle Constitution approuvée par referendum populaire, élections, et première session du nouveau parlement). Dans cadre nouvelle politique de décentralisation (création de 5 régions autonomes), D. a exprimé espoir que cette approche, appliquée en particulier à l'Erythrée, contribuerait à résoudre problèmes politiques intérieurs.

2. Dans perspective d'une nouvelle famine au début 1988, prévue aussi grave que celle de 1984/5, surtout dans nord du pays, avons souligné qu'aide alimentaire internationale, dont suisse, devrait (a) ne pas être altérée (aide de 1984/5 avait en partie péri sur les quais de débarquement ou fait objet de coulage lors manutention), (b) parvenir directement aux populations affectées (sans déplacement de populations), (c) transportée et distribuée sans obstacles, et (d) dans le respect de la neutralité des ONG engagées, y compris CICR.

3. Dans tous entretiens, avons réitéré importance qu'attachons au

Datum: 16.11.1987

Visum:

Tel. intern 30.66

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

respect des droits de l'homme, et exprimé espoir que changements constitutionnels apportent également améliorations dans ce domaine. D. a relevé, à cet égard, dispositions pertinentes introduites dans nouvelle constitution, et s'est déclaré disposé à nous informer des progrès réalisés dans ce cadre et à poursuivre échange de vues sur ce thème.

4. D. a remis au Président Aubert message personnel du Chef d'Etat éthiopien. Pour notre part, avons remis à D. Aide-Mémoire en vue négociations et règlement de quelques cas de nationalisations non résolus à ce jour.

Visite du CF Delamuraz à Lisbonne

Le 9 novembre, le Chef du DFEP, le CF Jean-Pascal Delamuraz, a inauguré officiellement à Lisbonne la Chambre de commerce et d'industrie suisse au Portugal en compagnie du Président de la République portugaise, M. Mario Soares. Ce voyage avait cependant également pour objectif de renouer le contact économique au plus haut niveau gouvernemental possible avec le Portugal. Un tel contact n'avait en effet plus eu lieu avec le Portugal depuis que ce pays avait quitté l'AELE. Pendant son bref séjour à Lisbonne, outre une entrevue avec le Président Soares (qui effectuera une visite d'Etat en Suisse en 1988), le CF Delamuraz a donc eu des entretiens avec plusieurs personnalités politiques portugaises importantes. Il a ainsi rencontré le Premier Ministre, M. Anibal

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Cavaco Silva, le Vice-Premier Ministre (et Ministre de la défense), M. Eurico de Melo, ainsi que le Ministre de l'industrie et de l'énergie, M. Luis de Mira Amaral, et le Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, M. Miguel Antonio Horta e Costa.

Intégration européenne et négociations Uruguay Round du GATT ont été au coeur des entretiens. Bien que modestes et donc susceptibles d'importants développements, les relations économiques bilatérales entre la Suisse et le Portugal sont bonnes, et pratiquement exemptes de problèmes. Le Chef du DFEP a présenté à ses interlocuteurs la position de la Suisse relative à l'intégration européenne et aux négociations de l'Uruguay Round.

Les interlocuteurs portugais du CF Delamuraz ont confirmé leur volonté de continuer à agir au sein des organes communautaires en vue d'éviter que le nouveau dynamisme de la CEE ne dresse de nouvelles barrières entre elle et les pays de l'AELE. Une large convergence de vues a également pu être notée en ce qui concerne la négociation de l'Uruguay Round du GATT. Il est cependant également clairement apparu que les problèmes de politique extérieure ne seront pas au centre des préoccupations du Gouvernement portugais au cours des prochaines années. Les énergies du pays seront concentrées sur l'effort interne destiné à combler le fossé qui le sépare de ses partenaires économiques, communautaires et autres.

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

V i s i t e d u c o n s e i l l e r f é d é r a l

J.-P. D e l a m u r a z à l a C o m m i s s i o n d e s
C e , l e s 1 2 e t 1 3 n o v e m b r e 1 9 8 7

1. A quatre semaines du Conseil Européen, dans atmosphère générale empreinte d'incertitude quant aux grandes échéances qui attendent la Communauté, Conseiller fédéral Delamuraz (CFD) a effectué sa première visite officielle à la Commission. Précédentes visites d'un membre du Conseil fédéral remontaient à 1983 et 1986. CFD était accompagné des ambassadeurs de Tscharner et Lévy, Ministre Kellenberger et M. Jaccard. Il a été reçu en tête-à-tête par le président Delors et a eu des entretiens avec Vice-président Andriessen et Lord Cockfield, ainsi que Commissaires De Clercq et Clinton Davis. Il a rencontré également Commissaire Cardoso e Cunha, lors du dîner à la résidence de l'Ambassadeur de Tscharner. L'entretien avec M. De Clercq s'est poursuivi par un déjeuner de travail en cercle restreint.

2. But de la visite était d'établir contact personnel avec membres de la Commission et les sensibiliser à problématique suisse de l'intégration - dans contexte général des relations pays AELE-CE. Pour la Commission, elle avait une signification particulière, dans la perspective de la conférence - dont M. Bangemann a pris l'initiative - des Ministres des douze responsables du "marché intérieur" avec leurs collègues des pays AELE, prévue à Bruxelles

Datum: _____

Visum: _____

Telex intern: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le 2 février 1986. Elle s'est déroulée dans un climat très amical et même chaleureux, malgré certaines inquiétudes perceptibles à l'approche sommet Copenhague.

3. CFD a eu en outre l'occasion de signer avec M. De Clercq un accord qui prévoit la mise en commun, dans la base terminologique multilingue de la Commission appelée EURODICAUTOM, des données terminologiques disponibles à la Commission et dans notre administration fédérale. La banque de données sera également mise à disposition d'autres institutions publiques de notre pays. Notamment tribunal fédéral, administrations cantonales et communales, universités. Vice-chancelier Casanova, qui a participé étroitement à la négociation de cet accord, était aussi présent à Bruxelles.

4. Etant donné crise politique en Belgique, CFD n'a pas eu de contact au niveau gouvernemental, mais il a eu l'occasion, grâce au déjeuner organisé par l'Ambassadeur Bodmer, de rencontrer représentants de l'administration et des milieux d'affaires belges. Il a été reçu par la Chambre de commerce pour la Belgique et le Luxembourg où il a prononcé une brève allocution. Il a enfin prononcé à l'Institut royal des relations internationales une conférence substantielle sur le thème: "l'Europe, la Communauté et la Suisse". Ce texte vous sera envoyé par courrier.

5. Entretiens avec Lord Cockfield (LC) (marché intérieur, union

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

douanière, fiscalité, institutions financières) ont porté essentiellement sur position suisse face au développement marché intérieur et, dans même contexte, initiative Bangemann. LC et CFD ont constaté que le processus de coopération qui a suivi la déclaration de luxembourg de 1984 a été bénéfique pour les deux parties. CFD a insisté sur l'importance d'une information mutuelle le plus tôt possible sur projets de part et d'autre, pour éviter disparités dans espace économique européen par manque de connaissance. Il a également souligné qu'approche multilatérale (AELE) ne doit pas supplanter accords bilatéraux. LC a exposé les efforts de transparence de la Commission à cet égard et rappelé qu'il appartient aux pays tiers de prendre l'initiative de la coopération qu'ils recherchent. Sur l'initiative Bangemann, CFD a indiqué que Suisse y attache beaucoup de prix, mais que notre priorité reste réunion de Tampere - cadre normal pour approfondir et concrétiser coopération CE-pays de l'AELE. La réunion ne devrait pas être Luxembourg II, mais l'occasion de faire le point sur méthodes de coopération.

6. L'entretien avec le Vice-Président Andriessen (agriculture) a donné l'occasion de parler des nécessités de réforme ou d'adaptation des politiques agricoles et des nouvelles orientations qui pourraient se traduire par une importance accrue des paiements directs aux agriculteurs. Le rôle des négociations agricoles au sein du GATT a été souligné et l'espoir a été émis de parvenir

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

à des compromis acceptables entre certains points de vue pour l'instant encore opposés, notamment ceux des Etats-Unis et de la Communauté. Si un alignement pur et simple des prix aux conditions souvent artificiellement faussées du marché mondial ne saurait être envisagé, il s'agit de mener des politiques de soutien dont les effets négatifs sur le commerce soient minimisés. Quelques problèmes en suspens, comme ceux ayant trait aux règlements communautaires concernant l'acidité des vins et l'interdiction des hormones ont en outre été évoqués.

7. Entretien avec le commissaire Clinton Davis (CD). Dans l'échange de vues sur les problèmes de transport, CD a partagé l'attitude suisse en faveur d'une forte promotion des transports combinés. Il a également souligné l'importance de la coordination des transports combinés à l'échelle de l'Europe toute entière. Ce mode de transport recevra de nouvelles impulsions par le fait que le tunnel qui reliera la Grande-Bretagne au continent est conçu exclusivement pour le chemin de fer.

CFD a réaffirmé la disposition de la Suisse d'assumer sa responsabilité en matière de transit nord-sud et d'en payer sa part.

Pour ce qui est des questions environnement, CD a fait part de son appréciation positive de la rencontre des Ministres de l'environnement des pays AELE et de la CE qui a eu lieu fin octobre à

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Noordwijk. Il espère que ce processus sera poursuivi.

8. Entretien De Clercq (C) (relations extérieures et politique commerciale) a porté principalement sur perspectives conférence ministérielle Bangemann du 2 février et réunion Commission-pays AELE de Tampere de juin 1988.

8.1. En ce qui concerne la première, C y voit deux buts politique: donner des signaux en vue création d'un espace économique européen et donner des impulsions pour faire avancer les dossiers difficiles. CFD a souligné que la conférence Bangemann ne doit pas être un "Luxembourg bis". Elle n'est pas destinée à entrer dans la substance ni à régler des problèmes de fond, mais devrait porter sur les voies et moyens de la coopération future. Quant à Tampere, chacun est d'avis qu'il devrait y avoir des résultats concrets. Pour CFD, il y a des attentes d'accords ou de progrès substantiels dans les domaines suivants: l'information mutuelle sur les projets de législations en matière de normes techniques (INST), reconnaissance mutuelle des examens et certificats, simplification des règles de cumul, protection de la propriété intellectuelle (protection des semi-conducteurs) et achats publics. De son côté, C indique la simplification de la preuve d'origine, la reconnaissance parallèle des jugements (Exequatur), les entraves techniques aux échanges, les contrefaçons et la responsabilité pour les produits.

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

8.2. En ce qui concerne les négociations de l'Uruguay-Round, C s'est déclaré très satisfait du déroulement des travaux durant la phase préliminaire et il s'agit de voir maintenant comment passer à la première phase des négociations proprement dites. A cet égard, il remercie le gouvernement suisse de son initiative pour la réunion informelle du 29 novembre dont il pense qu'elle sera plutôt axée sur les questions de méthode et de procédure. De part et d'autre, on est d'avis qu'il ne faut pas vouloir brûler les étapes, qu'un rendez-vous à moyen terme (mid-term review) en novembre 1988 déjà pourrait être prématuré et qu'une approche pragmatique s'impose.

8.3. A propos des relations avec les pays du COMECON, C estime que les négociations en cours sont en passe d'aboutir et il se fixe mi-1988 comme deadline. Le processus d'ouverture dépend cependant de la solidité de la position de Gorbatchev dans son pays.

8.4. S'agissant enfin des questions bilatérales, CFD a déploré les nouveaux retards survenus pour la conclusion de l'accord assurance non vie et a rappelé la proposition suisse en matière de perfectionnement passif des textiles.

Pour l'accord assurance, C fait part de la volonté de la Commission d'aboutir et de trouver rapidement une issue pragmatique. C'est devenu pour lui une affaire politique et non plus technique

letzte
Zeile

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

qui relève désormais de la DG 1. Il faut, dit-il, trouver une solution qui vaudra pour d'autres domaines que l'assurance si l'on veut vraiment construire des "passerelles" juridiques avec les pays de l'AELE.

9. Das Gespraech mit Praesident Delors (D) beruehrte zwei Themenkreise: Die Beziehungen EG-EFTA und die aktuellen weltwirtschaftlichen Entwicklungen.

D begruesste die Intensivierung der Zusammenarbeit mit der EFTA und wies darauf hin, dass angesichts weiterer Beitrittsgesuche (Tuerkei, Malta, bald wohl auch Norwegen) die EG innerhalb der kommenden 10 bis 15 Jahren vor der Frage stehen werde: Erweiterung oder Vertiefung zu einer vertieften auch Sicherheitsfragen umfassenden politischen Integration werden wohl kaum alle zwelf EG-Staaten bereit sein, so dass ohnehin Zonen unterschiedlicher Intensitaet entstehen werden. Dies werde Lage von Laendern wie Schweiz und Schweden erleichtern. D bezeichnete dies als persoennliche Ueberlegung.

Was die Ereignisse an der Waehrungsfront anbelangt, betonte D, die erste Verantwortung liege sicher bei den USA. Europa koenne aber nicht gleichzeitig die Verminderung der amerikanischen Defizite verlangen und aus eigener Kraft nichts tun, um einen konjunkturellen Einbruch zu vermeiden. D gedenkt an der bevorstehenden Tagung

Letzte
Zeile

100 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

der EG-Wirtschafts- und Finanzminister dies vor allem auch an die deutsche Adresse deutlich auszusprechen.

Ueber die Perspektive des Europaeischen Rates von Kopenhagen blieb D sehr wortkarg. Die EG werde ihre Probleme loesen, sonst werde er, D, einen "eclat" provozieren.

10. Visite a pleinement rempli ses objectifs. CFD a été frappé par climat de confiance qui règne à Bruxelles à l'égard de la Suisse et le désir, du côté de la Commission, de ne pas se laisser enfermer dans des schémas exclusifs. Il a exprimé notre volonté de faire avancer la coopération à la fois par la voie multilatérale et par l'approche bilatérale, à un rythme correspondant à l'accélération du processus de la construction européenne. Il a enfin fortement souligné que la Suisse n'est pas quémandeur à Bruxelles, mais qu'elle entend participer pleinement à la construction européenne et en assumer à la fois les bons et les mauvais risques.

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Europäische Weltraumorganisation (ESA):

Ratstagung auf Ministerebene vom 9./10.11.1987 in Den Haag:
Gegen den Widerstand von Grossbritannien, haben die 12 uebrigen Mitgliedstaaten der ESA dem langfristigen europaeischen Weltraumplan zugestimmt. Der Grundsatzentscheid fuer die Ueberfuehrung der drei neuen, zusammengehoeerenden Infrastrukturprogramme ARIANE 5, HERMES und COLUMBUS in die Entwicklungsphase ist damit gefasst. Fuer ARIANE 5 beginnt diese Phase bereits am 1. Januar 1988. Fuer die beiden andern, technisch weniger ausgereiften Programme HERMES und COLUMBUS, ist ab 1. Januar 1988 vorerst die Inangriffnahme einer dreijaehrigen Vorentwicklungsphase vorgesehen. Diese wird dann im Prinzip ab 1991 in die eigentliche Entwicklungsphase ueberfuehren.

Grossbritannien hat den ganzen ESA-Langzeitplan in seiner vorgeschlagenen Gestalt als zu teuer, zu ehrgeizig und blossen Nachvollzug dessen, was andere schon verwirklicht haetten, rundweg abgelehnt. Der Langzeitplan stelle einen sinnlosen Wettbewerb mit den USA dar, und es sei nicht einzusehen, warum Europa ebenfalls in die bewohnte Raumfahrt einsteigen wolle. Die britische Delegation plaederte fuer eine verstaerkte Marktorientierung und die kommerzielle Vermarktung von Weltraumentwicklungen. Dieses von allen Delegationen aufgenommene Postulat wurde in den Resolutionsentwurf uebernommen.

In seiner Stellungnahme wies Botschafter Franz Muheim, Leiter der Schweizer Delegation, darauf hin, dass die Schweiz als kleines Land auf das obligatorische Wissenschaftsprogramm der ESA angewie-

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

13

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

sen sei, das ihren Hochschulen hervorragende Forschungsmoeglichkeiten eroeffne. Sie unterstuetzte daher, wie die meisten anderen Delegationen, die Weiterfuehrung der jaehrlichen Budgeterhoehung um 5 o/o bis 1992 mit Nachdruck. Weiter kuendigte die Schweiz ihre Teilnahme an den fakultativen Programmen ARIANE 5 (2 o/o) und HERMES (1,5 o/o) an. Fuer das Programm COLUMBUS liess sie ihre Teilnahme offen.

Nach dieser vom Tagungsvorsitzenden, dem bundesdeutschen Forschungs- und Technologieminister Heinz Riesenhuber, hervorragend geleiteten Diskussion, fand der neu formulierte Resolutionsentwurf zum ESA-Langzeitplan (Resolution 1) die Zustimmung von 12 Mitgliedstaaten. Grossbritannien enthielt sich der Stimme. Unter Vorbehalt der Bestaetigung der von den Delegationen darin angekuendigten Beitragssaetze bis am 31. Dezember 1987, sind die drei neuen Fakultativprogramme wie folgt gezeichnet: ARIANE 5, 98 o/o; HERMES, 103-109 o/o; COLUMBUS, 91-92 o/o. Durch die britische Stimmenthaltung wird aber die Einstimmigkeit erfordernde Verstaerkung des obligatorischen Wissenschaftsprogrammes bedauerlicherweise bis auf weiteres aufgehoben.

Ferner verabschiedete die Ministerratstagung einstimmig die Resolution fuer die Mitwirkung der ESA im Programm der amerikanischen Raumstation (Resolution 2). In dieser drueckten die ESA-Mitgliedstaaten u.a. den Willen aus, das Programm COLUMBUS als rein europaeisch umzudefinieren, falls mit den USA ueber die noch offenen Fragen innert vernuenftiger Frist keine Einigung erzielt werden kann.

BRUNNER. NNNN

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

24. generalversammlung der fao (zwischenbericht)

die generalversammlung der fao bestaetigte am montag, 9. november 1987, e. saouma (libanon) mit 94 stimmen fuer eine dritte amtsperiode von sechs jahren als generaldirektor. sein gegenkandidat m. mensah (benin) erhielt 59 stimmen. nicht so sehr der sieg saoumas als vielmehr das ausmass des resultates kann als ueber-raschend bezeichnet werden. in konferenzkreisen werden dafuer drei hauptgruende angegeben. einerseits mangelte es einmal mehr den afrikanischen staaten an geschlossenheit, dies obwohl sie sich noch am sonntag abend in einer sitzung einheitlich fuer die unterstuetzung ihres kandidaten ausgesprochen hatten. andererseits hat sich die aufdringliche unterstuetzung mensahs durch wichtige anglophone geberlaender (kanada, australien, usa) negativ ausge-wirkt. drittens war die kandidatur mensahs zu stark mit den vor-geschlagenen reformen verbunden - reformen, die nach meinung vieler drittweltlaender fundamentale aenderungen der orientierung aber auch der gewichtung in der fao mit sich bringen wuerden.

in seiner erklaerung vor der generalversammlung rief saouma die mitgliedlaender zur einheit auf, was angesichts der grossen ent-taeuschungen, die das resultat nach einem hart gefuehrten und langen wahlkampf hervorgerufen hat, nicht einfach zu erreichen sein wird. um diese guten absichten zu bekraeftigen, machte er einige avancen an die adresse der reformlaender, indem er unter anderem versprach, die rolle der fao als policy adviser zu staer-ken. andererseits liege es an den mitgliedlaendern, falls diese es wuenschten, reformen zu beschliessen, was jedoch mit konsens geschehen sollte. er warnte aber gleichzeitig davor, die reform-prozesse anderer organisationen (z.b. der uno) tel quel fuer die fao zu uebernehmen, da nicht alle organisationen gleich organisch gewachsen seien.

bereits die ersten voten der generaldebatte zeigten, dass ein harter wind fuer reformfreudige weht. die meisten g 77-laender, aber z.b. auch belgien, fuehrten aus, dass die nach ihrem dafuer-halten gute aktuelle fuehrung der fao solche reformen nicht recht-fertigen wuerde. die fao stecke in keiner fuehrungskrise, diese

werde politisch hochstilisiert, die momentane und nach meinung einiger delegationen kuenstlich hervorbeschworene finanzkrise duerfe nicht als vorwand zur durchfuehrung von reformen herangezogen werden. angesichts dieser allgemeinen stimmung wird der von den nordischen staaten eingebrachte und von der schweiz unterstuetzte resolutionsentwurf zur bildung einer unabhaengigen ad hoc-high-level-group kaum aussicht auf erfolg haben.

der schweizerische delegationschef, direktor piot, legte in einer viel beachteten erklaerung in der generaldebatte die schweizerischen vorschlaege zur staerkung der fao dar. es gehe vor allem um eine groessere rolle der fao als ratgeber fuer eine angemessene agrarpolitik in den laendern, um eine vermehrte einflussnahme der mitgliedlaender bei den feldprogrammen sowie um eine groessere mitsprache der direkt interessierten bauern in der fao. diese vorschlaege duerften jedoch nicht als eine infragestellung der grundlegenden ziele der fao verstanden werden und die schweiz beachtsichtige nicht, an den rechtlichen grundtexten der fao zu ruetteln.

Visites Ambassadeur de Pury en Colombie, Bolivie, Uruguay et Brésil (Sao Paulo, Brasilia, Rio, 2 - 15 novembre 1987)

1. Objectif du voyage était première prise de contact entre délégué aux accords commerciaux responsable de l'Amérique latine et autorités de quatre pays latino-américains de même qu'avec milieux économiques suisses dans ces pays. Dans les quatre capitales visitées (Bogota, La Paz, Montevideo, Brasilia), entretiens ont porté d'une part sur coopération bilatérale et notamment amélioration de l'accès exportations et investissements suisses aux marchés en question et d'autre part sur situation économique, crise d'endettement et efforts d'intégration économique de l'Amérique latine.

2. Sujet de coopération financière bilatérale a été plus particulièrement traité à Bogota et à La Paz (capitale du pays le plus pauvre d'Amérique du Sud), alors qu'à Montevideo et à Brasilia sujets du GATT (Uruguay Round) et crise d'endettement ont été davantage approfondis. A Barranquilla (Colombie) Ambassadeur de Pury a inauguré semaine technologique et culturelle suisse, alors qu'à La Paz il a signé accord avec Bolivie sur promotion et protection des investissements.

3. Impressions générales:

3.1. La démocratie en Amérique latine se consolide, même si elle demeure fragile. Sur plan politique économique, cette démocratie de type latino-américain se traduit par approches diverses. Alors qu'en Colombie ou en Bolivie gouvernement mène politique économique de stabilité étonnement responsable, Brésil refusé encore de prendre chemin de l'orthodoxie économique et fiscale, avec conséquences que l'on connaît. Cela dit, alors qu'en Colombie révolte des couches défavorisées de la population contre pauvreté et austerité économique prend de plus en plus forme de tueries quotidiennes, cette même tension sociale se traduit au Brésil, pour l'instant du moins, par interminables débats d'une constituante qui paralyse un président faible et de plus en plus hésitant à mener politique économique responsable. C'est dire - c'est en tous cas avis hommes d'affaires suisses au Brésil - que ce n'est que dans mesure où démocraties de type latino-américain parviendront à installer gouvernements forts et que ces gouvernements ne négligeront pas couches pauvres de leurs populations que leurs économies se redresseront dans un climat de relative stabilité sociale. A première vue, esprit de solidarité économique et sociale semble peu développé dans cette partie du monde, ce qui freine développement économique.

3.2 Crise d'endettement: Même si tous les interlocuteurs de M. de Pury lui ont déclaré qu'évolution ne va pas vers un moratorium de dette généralisé, évolution en Argentine et surtout au Brésil demeure très préoccupante. Bresser Pereira, Ministre des finances brésilien, déclare que Brésil ne passera pas d'accord avec FMI avant d'avoir conclu accord définitif de rééchelonnement à moyen, voire à long terme avec banques. Pour lui, accord provisoire de la semaine dernière n'a pour but que de gagner un peu de temps en vue de préparer accord à long terme. Bresser a dit à Pury qu'il n'y avait aucune raison de lier rééchelonnement des créances bancaires avec un accord FMI en raison du fait que totalité de l' "argent frais" en provenance des banques sera reversé à ces dernières sous forme d'intérêts. Thèse brésilienne - fortement influencée par crise politique dans ce pays - demeure dès lors que rééchelonnements avec banques et Club de Paris sont davantage dans intérêt de ces derniers que dans celui du Brésil. Pour Brésiliens argent frais additionnel devra venir exclusivement du FMI et de Banque Mondiale. Cela dit, il est encore loin d'être certain que situation politique interne au Brésil permettra effectivement à ce dernier de s'adresser au FMI.

3.3 Uruguay Round (GATT). Tour d'horizon complet avec négociateurs brésiliens au GATT a permis de constater que comme la Suisse, Brésil est principalement intéressé à un renforcement des règles du GATT. Au cours d'une discussion de plusieurs heures, Brésiliens n'ont donné aucun signe d'obstructionnisme négociatoire. Dialogue Suisse-Brésil sera approfondi dans ce secteur.

Gemischte Wirtschaftskommission (GK) Schweiz/Polen,
8. Tagung (Warschau, 9.-10.11.87)

1. GK stand ganz im Zeichen Umstrukturierung und Reform polnischer Wirtschaft. Reformansätze stellen in der Tat teilweise nicht bloss Schönfärberei dar, doch sind ihnen im Rahmen sozialistischen Wirtschaftssysteme freilich recht enge Grenzen gesetzt. Im Gegensatz zu früheren Versuchen geniessen Reformanstrengungen heute jedoch politische Unterstützung. Angestrebt wird in erster Linie vermehrte Effizienz, höhere Produktequalität und nicht zuletzt zur Erreichung zweiter Zielvorgabe Zusammenarbeit mit westlichen Firmen. Dadurch erhofft sich Polen bedeutenderen Platz auf Weltmarkt im Bestreben, die sich auf rund 36 Mrd \$ belaufende Verschuldung sukzessive abbauen zu können.
2. Vorhersagen über weitere Entwicklung polnischer Wirtschaft sind durch Ungewissheit geprägt. Vieles hängt vom bevorstehenden Referendum ab: Sicher ist eigentlich nur, dass Reformen weitergeführt werden, wenn am 29. November die zur Abstimmung gelangenden zwei umständlich formulierten Fragen von über 50% der Stimmberechtigten (nicht bloss der Stimmenden) bejaht werden. Gegenteiligenfalls wird jetziger Seiltanz irgendwie weitergehen müssen. Unabdingbar notwendig ist nach polnischer Auffassung, wie auch immer Referendum ausfällt, fühlbare Senkung derzeitiger Inflationsrate von über 20% und möglichst baldige Lösung Problems resp. Entfernung der Investitionsleichen aus 70er Jahren.

3. Was zukünftige Zusammenarbeit mit IWF angeht, bleibt manches, wenn nicht gar fast alles nebulös. Meinungsunterschiede bestehen jedenfalls hinsichtlich Art der Inflationsbekämpfung und Dämpfung Inlandsnachfrage. Eindruck ist entstanden, dass Polen einer Zusammenarbeit mit Weltbank höhere Priorität einräumt als einem Einvernehmen mit IWF. Von Weltbank erhoffen sie sich nämlich Finanzierung langfristiger Projekte.

4. Im bilateralen Bereich hat Polen Abschluss Doppelbesteuerungsabkommens (DBA) zur Diskussion gestellt und insbesondere Normalisierung Kreditbeziehungen resp. Wiederöffnung ERG angebeht. Letzteres ist schweizerischerseits an drei Bedingungen geknüpft worden, nämlich erstens Unterzeichnung des am 30.10.1987 im Pariser Club paraphierten Umschuldungsabkommens, zweitens zügiger Verlauf der nach der Unterzeichnung folgenden Negotiation bilateraler Vereinbarung und drittens Honorierung eingegangener Verpflichtungen. Zur Frage DBA hat schweizerische Seite positiv reagiert in dem Sinne, als sie sich einstweilen mit Durchführung technischer Vorgespräche einverstanden erklärt hat. Die schweizerischen Anliegen konzentrieren sich auf Forderung nach vereinbarungsgemässer Erfüllung Textiljunktims sowie auf Schaffung attraktiverer Rahmenbedingungen für Direktinvestoren und für schweizerische Firmenvertretungen in Polen. Letzteres betrifft insbesondere die üblichen Gepflogenheiten widersprechende Besteuerung von Firmenrepräsentationen, welche nicht als die Betriebsstätten im Sinne internationaler Steuerpraxis gelten. Zur Sprache gebracht wurde ferner die im Zuge der Reformen noch unübersichtlicher gewordene Kompetenzordnung im polnischen Aussenhandelsbereich. Verhandlungen waren durch sehr freundliche, wenn nicht gar freundschaftliche Atmosphäre gekennzeichnet.

IIe Conférence ONUDI

reunie a bangkok du 9 au 13 novembre, 1ie conference onudi (delegation suisse conduite par amb. roethlisberger) est parvenue a conclure de maniere expeditive examen quelque trente points substance a son ordre du jour charge dans les cinq jours impartis, ce qui n'allait pas de soi.

travaux conduits dans climat cooperatif et dans l'ensemble maniere "businesslike". fut possible eviter confrontation que risquait d'entraîner presentation par g 77, a l'instigation latino-americaïns, de revendications excessives sur themes ressources financieres et dette.

adoption par consensus d'une quinzaine de resolutions/decisions visant l.a. mise en valeur ressources humaines grace a programmes formation mieux articles, realisation objectifs decennie industrialisation afrique, mise en vigueur programme d'action en faveur ped moins avances, promotion role femme dans developpement industriel.

votes sur deux questions de portee financiere:

(i) budget supplementaire de dollars 3.1 accepte par 89 oui dont suisse, 12 non (usa et amerique latine), 5 abstentions et (ii) dispense namibie de verser quote part au budget onudi acceptee par 102 oui, dont suisse avec explication de vote (decision technique sans incidence sur statut namibie), 2 non (usa/israel), 2 abstentions (bolivie, bhutan).

votes aussi sur trois questions politiques:

assistance technique au peuple namibien, approuvee par 76 oui, un non (e-u), 16 abstentions (dont suisse),

assistance technique au peuple palestinien, approuvee par 79 oui, deux non (e-u, israel), 16 abstentions (dont suisse),

assistance technique aux mouvements de liberation en afrique du sud, approuvee par 83 oui, deux non (e-u, suisse), 15 abstentions. a noter: changement de positions en derniere minute par r-u, qui s'est rallie aux abstentions des pays de la cee.

delegation suisse, sans les rappeler, a indique que positions restaient inchangees sur les trois questions.

concernant mobilisation ressources financieres, resolution adoptee met accent sur role catalyseur onudi consistant a identifier et elaborer projets developpement industriel susceptibles etre finances soit par institutions internationales de financement du developpement avec lesquelles onudi invitee a intensifier sa cooperation, soit par autres sources financement notamment investissements prives.

concernant dette, pays occidentaux reussirent, s'opposant aux latino-americaïns, a restreindre debat aux incidences endettement sur capacite developpement industriel des ped. apres avoir repris verbatim passage pertinent acte final cruiced (para 44) et avoir reconnu que service dette exterieure limite capacite ped financer leur developpement, resolution demande a onudi de proposer mesures cooperation technique visant a alléger le poids de la dette.

sur coordination, notamment au niveau terrain dans ped, resolution presentee par plusieurs pays occidentaux emmenes par suisse (cueni) vise en ce qui concerne assistance technique a harmoniser apport onudi avec programmes pnud.

en resumé: onudi il s'inscrit dans sillage positif chuced vil.
resultats largement en accord avec positions pays occidentaux.
confirmation tendance nouvelle onudi depuis transformation en
institution specialisee supprimer rhetorique conflictuelle.

grace notamment a contre-propositions ecrites soumisees et defendues
par ru et appuyees par pays occidentaux dont suisse, il fut
possible redresser orientation debat sur financement et endettement.
initialement compromis par projets textes revendicateurs provenant
groupe africain, et polemiques dans leurs considerants provenant
groupe latino-americaïn.

si cooperation internationale au developpement industriel se
deroule dans contexte politique relativement serein, etat
developpement plusieurs ped demeure critique et situation
financiere onudi reste preciaire. aval donne par conference a
mesures gestion financiere saine proposees par dcb et conseil, en
particulier contributions nationales au budget ordinaire desormais

en us-dollars et en schillings autrichiens, constitue certes progres
mais n'assure aucun assainissement financier de l'organisation a
terme.

WHO-Expertenkonferenz ueber die Harmonisierung der

Gesundheitsmassnahmen bei Nuklearunfaellen. Die von der Schweiz
angeregte und finanzierte und vom Regionalbuero in Europa der WHO
in Genf durchgefuehrten Expertenkonferenz hatte durch die
Tatsache, dass sich die EG-Laender gegenwaertig ausserstande
sehen, sich auf gemeinsame Grenzwerte zu einigen an Aktualitaet
und Interesse gewonnen. Neben leitenden Vertretern der
Gesundheitsbehoerden nehmen an der Tagung Experten verschiedener
internationaler Organisationen, Mediziner und
Strahlenschutzexperten teil. Direktor Roos des Gesundheitsamtes
wurde zum Praesidenten gewaehlt.

In seiner Eroeffnungserklaerung wies Minister Streuli darauf hin,
dass die Hauptsorge der Tagung der Gesundheit der Bevoelkerung
gelten soll und Fragen des Handels mit Agrarprodukten im
Vergleich dazu bloss zweitrangige Bedeutung haetten. Ziel sei die
Erarbeitung einer gemeinsamen wissenschaftlichen Basis, auf grund
der die einzelnen Staaten, wenn moeglich koordiniert, Massnahmen
verabschieden koennen. Diese Massnahmen muessten wissenschaftlich
erhaertet, verstaendlich und von der Bevoelkerung akzeptiert
sein. Die Schweiz lege der Harmonisierung der

Gesundheitsmassnahmen grosse Bedeutung bei. Nach Tschernobyl haben sie die unliebsame Erfahrung gemacht, dass rund um sie herum die unterschiedlichsten Massnahmen ergriffen worden waren, mit der Folge, dass Teile der Bevoelkerung tief verunsichert waren. Diese Verunsicherung hatte das Vertrauen in die Behoerden arg strapaziert.

Auch wenn sich die Konferenzteilnehmer, wie erwartet, in zwei Lager aufspalteten, in ein Lager der absoluten Nuklearbefuerworter (v.a. Frankreich und UdSSR) das hohe Grenzwerte fordert und in ein Lager der Vorsichtigen und Nukleargegner (insbesondere die Niederlande und die nordischen Staaten), welche fuer niedrige Grenzwerte eintreten, konnten Fortschritte in Richtung einer Harmonisierung erreicht werden.

Die Experten waren sich einig, dass die Gefahren einer weitflaechigen leichten Verstrahlung generell zu gross eingeschaezt wurden. Dies ruehrt davon, dass die statistisch verhaerteten Auswirkungen bei starker Verstrahlung einfach nach unten extrapoliert worden sind. Als Ergebnis der Konferenz wird die WHO seinen Mitgliedern den (von der Schweiz bereits angewendeten) Grenzwert von 5 millisiewert (resp. 500 millirem) empfehlen.

A 1'UNESCO

1. La Suisse a été réélue membre du Comité du Siège et du Conseil du BIE. Absente cette année, elle fera sa rentrée au Comité juridique lors de la 25e Conférence générale en 1989. Elle entre au Comité chargé de gérer le Programme Hydrologique international.
2. Elle a participé aux travaux d'un groupe occidental qui a amendé une résolution sur le droit des peuples. Elle a également pris part à la rédaction d'une résolution sur la protection des biens culturels en période de conflits armés, au sein d'un groupe de travail ad hoc de la Commission IV (culture). Ce thème avait été proposé par l'Iran et aurait pu entraîner l'UNESCO dans un débat sur la guerre avec l'Irak, ce qui a été évité.
3. La délégation a pris la parole dans toutes les Commissions, s'exprimant notamment sur la jeunesse, les programmes scientifiques et la décennie mondiale du patrimoine culturel. Elle a expliqué ses votes sur deux objets touchant au Moyen-Orient, l'un sur le patrimoine islamique de Jerusalem (abstention) l'autre sur les libertés académiques dans les territoires arabes occupés (oui). Dans le premier cas, elle a marqué son étonnement du fait que le Président de la Commission IV a refusé de mettre formellement aux voix le texte de la résolution adoptée par consensus malgré l'opposition d'Israël.
4. La Conférence s'achève donc dans une atmosphère de consensus plus ou moins factice: la volonté de ne pas se lancer dans de nouvelles controverses l'a emporté sur celle d'aborder le fond des problèmes qui divisent les Etats membres, de manière à faciliter la guérison des blessures ouvertes par la lutte pour le poste de Directeur général.
5. Ce dernier, qui prend ses fonctions aujourd'hui 16.11., a l'intention de renforcer le contrôle financier à l'intérieur de l'Organisation et de hâter la mise à jour des méthodes de travail du Secrétariat. Il n'a pas l'intention de frapper un grand coup, mais procédera à diverses nominations dans son entourage immédiat. Il aura la faculté de remettre en cause les décisions prises par la Conférence générale, en matière de budget et de programmes; ses propositions devront toutefois recevoir la sanction du Conseil exécutif.
6. Déjà l'attention se tourne vers la prochaine session de cet organe (23 et 24 novembre) et se porte notamment sur l'élection du président: faut-il choisir un Occidental, qui pourrait être l'ancien Secrétaire d'Etat Gehlhoff de la RFA, ou un représentant des non-alignés, M. Vargas, physicien Brésilien?
7. Enfin, il convient de relever que l'URSS, précisant quelque peu l'idée de Gorbachev de créer un comité international d'intellectuels, a proposé d'en fixer le siège à Genève, en hommage à Jean Jacques Rousseau.

BRUNNER.

NNNN

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 17.11.87

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

Interne Verteilerliste

Betrifft: **Wochentelex 47/87 (CH)**

Departementsvorsteher		CFA
Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville	WA
	Hr. Erard	ER
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Tissières	TE
	Hr. Schaller	SRU
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Hr. Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Faivet	
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Wyss	WS
	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Faessler	FCH
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Blickenstorfer	BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
	Hr. Flückiger	FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim	MF
	Minister Streuli	STJ
	Minister Gyger	GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht		
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Manz " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Kaiser/Hr. Reich	GRD KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Bill Hr. Giovannini Hr. Högger Hr. Leuzinger Hr. Pasquier Hr. von Muralt Minister Kellenberger	GI HL LP PA MD Ke
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion Intern. Hilfswerke Integrationsbüro EDA/EVD		

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse- und Informationsdienst
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den

17.11.87

BAG 17. Nov. 87 14.

47/87

TELEGRAMM (CH)

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Houston | - Riad |
| - Alger | - Islamabad | - Rio de Janeiro |
| (- Amman) | - Istanbul | - Rom |
| - Ankara | - Jakarta | - San Francisco |
| - Athènes | - Johannesburg | - San José |
| - Bagdad | - Kairo | - Santiago |
| - Bangkok | - Kinshasa | - Sao Paulo |
| - Barcelona | - Lagos | - Seoul |
| - Beirut | - Lima | - Stockholm |
| - Berlin Ost | - Lissabon | - Teheran |
| - Berlin West | - London | - Tel-Aviv |
| - Bombay | - Los Angeles | - Tokio |
| - Bonn | - Luxemburg | - Washington |
| - Brasilia | - Madrid | - Wien |
| - Brüssel (2) | - Marseille | |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Montreal | |
| - Bukarest | - Moskau | |
| - Canberra | - Nairobi | |
| - Caracas | - New Delhi | |
| - Chicago | - New York (2) | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (3) | |
| - Djeddah | - Peking | |
| - Dublin | - Prag | |
| - Guatemala | - Pretoria | |
| - Havanna | | |

b) per Kurier:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		Panmunjom
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
Asuncion	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	Khartoum	Stockholm
Beirut	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	Luanda	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
Conakry	Manila	
Dakar	Maputo	
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste